

INTRODUCTION

FAIRE MONDE COMMUN : DU DISCOURS À L'ACTE

Annick Monseigne¹

Commons, commun, les communs, le bien commun, les biens communs, nous conviendrons qu'il est difficile de se repérer dans ce foisonnement conceptuel autour du mouvement contemporain du commun. Pris au sens générique du terme, le commun est un mot passe-partout qui a fait irruption dans le débat public et politique, en à peine cinq ans. Précisons, à titre liminaire, que nous n'entendons pas le commun au sens gestionnaire mais relationnel du terme. Nous renvoyons à un commun qui n'est pas déjà là mais à faire advenir. Nous l'entendons comme processus de transformation de notre rapport au collectif, comme posture anthropologique revendiquant une forme de décentrement social et culturel et de « savoir être au monde » (Winkin, 2003), comme mouvement à « inventer le commun des hommes » (Revel & Negri, 2007). En somme, nous référons à un commun à : imaginer, construire, composer, expérimenter, relancer, renouant avec son lien à l'agir, au moyen d'une communication dite sociale, distancée des pratiques classiques, dégagée de toute emprise managériale. Pour saisir cette portée de la montée en puissance du commun, commençons par décrire brièvement le contexte de (ré)émergence, avant de questionner la nature et le rôle des pratiques communicationnelles à l'œuvre.

1 Annick Monseigne est Maître de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication et chercheure au laboratoire du MICA (EA 4426) de l'Université Bordeaux Montaigne (Axe IDEM).

1. Le contexte de (ré)émergence du commun

Un sujet de grande actualité

Sujet très ancien, revisité par l'actualité, le commun est de nouveau sur le devant de la scène depuis l'attribution en 2009 du prix Nobel d'économie à Elinor Ostrom¹ pour ses travaux sur l'organisation collective de la vie et le concept de bien commun. Depuis, le mouvement n'a cessé de s'étendre. Au plan sociétal, nous repérons trois grandes périodes : l'indignation, l'insurrection et l'expérience. A l'échelle globale, tandis que le temps de l'indignation (Hessel, 2010) prend la forme d'une dénonciation du pouvoir de l'argent, des enclosures commerciales, des écarts de richesses grandissants avec pour alternative le primat de l'intérêt général sur l'intérêt particulier, le temps de l'insurrection dès 2011 (du printemps arabe de place Tahrir à la place Syntagma, de la Puerta del Sol à Wall Street en passant par Maïdan) ne cesse de remettre en question la gouvernance mondiale, cause majeure de cette longue chaîne insurrectionnelle. Avec le temps de l'expérience, le passage à l'action à l'échelle locale, incite au développement d'un système en réseau par opposition au système par concentration.

Etat des lieux du commun

La bascule autour de laquelle le paradigme du commun est en train d'émerger, a lieu, dès les années 90 (Sommet de la terre, 1992), en réponse aux logiques néo-libérales qui imposent une logique économique clairement hostile à l'humain et destructrice du bien commun. Il ne peut pas exister d'inventaire exhaustif des communs, même si David Bollier (2014) dégage cinq grandes catégories : les communs de subsistance, les communs indigènes, les communs sociaux et civiques, les activités économiques fondées sur le commun et enfin les communs sous garantie publique. De notre côté, nous n'en retenons que trois que nous désignons comme suit : les communs naturels (forêt, pêche, pâturages, terre, eau...), les communs de la connaissance (partage

1 Elinor Ostrom, *Gouvernance des biens communs Pour une nouvelle approche des ressources naturelles* (Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action, 1990), sans mention du traducteur, révision scientifique de Laurent Baechler. Bruxelles, De Boeck, 2010. Autre prix Nobel d'économie qui s'est intéressé au bien commun : Jean Tirole, *Économie du bien commun*. Paris : PUF, Hors Collection, 2014.

des savoirs) et les communs sociaux et civiques (jardins partagés, éco-villages, consommation collaborative, *peer to peer*...) même si la ligne de démarcation entre eux semble se brouiller. Les communs informationnels ou les communs de la connaissance (logiciels libres ou *Open source*, Wikipédia, accès libre ou *Open access*, Fab labs) ouvrent la voie à un concept de propriété non-exclusive et de partage des ressources qui défend une conception ouverte et coopérative des savoirs. De Benjamin Coriat¹ à Hervé Le Crosnier², Valérie Peugeot, Philippe Aigrain, Sébastien Broca, Fabienne Orsi, Judith Rochfeld, Mélanie Dulong de Rosnay, Danièle Bourcier représentent les spécialistes de la pensée des communs numériques, de l'activité que ces derniers génèrent, de la réflexion sur les réglementations et les méthodes de gouvernance. Pendant ce temps, les communs sociaux et civiques montrent des formes de sociabilité, de partage et une appétence à la coopération. Avec l'Economie Sociale et Solidaire (épicerie solidaire), les circuits courts (AMAP), les modes de consommation collaborative (co-voiturage, co-habitat, co-working...), nous retrouvons le goût des terroirs, luttons contre le changement climatique, partageons les projets, reconnectons les consommateurs et les producteurs. De même, pour remédier à la crise de confiance vis-à-vis du politique (Rosanvallon, 2006), l'innovation territoriale se pense comme espace d'initiatives citoyennes et de co-construction, dès lors que l'usager dispose d'un degré de responsabilité, de participation directe à la gestion collective. Le commun s'entend alors, non pas comme un bien mais comme « principe politique à partir duquel nous devons construire des communs » (Dardot & Laval, 2014). Au-delà d'identifier dans le commun l'expression des luttes actuelles, cette omniprésence de la question du commun pose surtout la question de l'agir commun, des pratiques sociales, des valeurs, de l'éthique et de la culture mises en œuvre pour *faire commun et en commun*. Si, comme nous le pensons, l'essence du commun est avant tout le *faire commun* ou *faire ensemble*, alors c'est « la mise au travail du commun » en tant qu'expérience et forme d'engagement (Nicolas-Le Strat, 2016) qu'il convient de mettre à l'épreuve.

1 Benjamin Coriat (dir.), *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*. Paris : Les Liens qui Libèrent, 2015.

2 Hervé Le Crosnier, *En communs. Une introduction aux communs de la connaissance*. Caen : C&F éditions, 2015.

Projet du dossier « faire monde commun »

Notre projet initial concernait l’agir en commun tant dans les institutions publiques (États, gouvernements, collectivités) que les organisations publiques (administrations, établissements, agences, offices, instituts...) dont les formes peuvent être variées. Il proposait d’aborder la problématique des pratiques du commun sous l’angle du « faire commun » à partir de trois axes de réflexion qui traversent le dossier : la rupture paradigmatique et l’innovation, la rupture créative et les nouvelles formes d’interaction, les ressources collectives et le bien commun. Les thématiques portaient sur l’état des lieux de la culture et des démarches participatives, les déplacements de perspectives induits par le recours à la notion de commun, les nouveaux jeux, enjeux et pratiques communicationnels, mais également les nouveaux espaces publics d’expression et de socialisation, les nouvelles formes de situation d’énonciations et de narrations, les nouveaux formats de délibérations collectives et enfin, l’accès au bien de la communauté et le développement du sentiment d’appartenance, le territoire comme espace sensible à vivre.

L’objet de ce dossier sera partiel au regard de cet ensemble. Il propose des repères permettant au lecteur de positionner le paradigme du commun. Il s’attelle à l’émergence d’un commun en tant que traduction active d’un *faire ensemble*. Les auteurs ne traitent pas à proprement parler de l’institutionnalisation du commun ou de l’approche purement organisationnelle d’une action collective animée par une volonté collective. Ils visent à explorer, de l’intérieur, le déploiement de cette dynamique à partir de recherches empiriques situées dans le champ de la communication publique entendue au sens large du terme. Au fond, ce dont il est question ici, c’est du tissu de relations et des formes d’hybridations communicationnelles que génère le *faire ensemble* aussi bien dans les mouvements de dialogue et de coopération que dans les mouvements de conflit et de contradiction. En somme, l’on peut y voir une manière d’honorer le sens originel du mot communication qui est celui de « mettre en commun » (cf. le latin *communicare*).

Ce numéro de *Recherches en communication* sur le commun sera donc centré sur la conceptualisation accompagnée d’un regard critique. Il concerne les imaginaires, les patterns relationnels, les espaces publics et d’expression, les expériences corporelles et les pratiques

d'engagement mais également les processus collaboratifs dans une approche constructiviste qui confère au commun une valeur liée à son caractère de construit social. Nous avons opéré un agencement des textes souhaitant mettre en avant les dimensions exposées ci-avant. Présentons-les rapidement.

2. L'abord du commun par les contributeurs

Ce numéro débute par notre contribution qui propose un cadre définissant le commun. L'objectif de l'article est d'interroger le sens de la notion de commun. A cette fin, il aborde successivement différentes dimensions : étymologique, sémiotique, historique et pragmatique. Un schéma récapitulatif clôture ce travail définitoire, en mettant en perspective l'évolution du commun. Ces mises au point conduiront à la découverte du cadre conceptuel au sein duquel le commun est pensé comme logique de communication et d'interaction sociale. Au-delà d'un commun comme lieu imaginé du lien social, le passage en revue de l'existant laisse peu à peu la place à une ambition prospective proposant quelques pistes pour penser le « faire commun » dans un cadre de communication institutionnelle publique. L'idée défendue ici est une politique du commun sensible et pragmatique, une politique de l'expérience faisant appel à une approche à la fois intuitive et logique, pure et formelle.

L'article d'**Amaia Errecart** traite de l'innovation sociale et de ses représentations. Partant du constat que les démarches d'innovation sociale sont porteuses de l'idée de « monde commun », l'auteure propose des éléments de réflexion autour du processus d'institutionnalisation de l'innovation sociale dans les discours. A partir des résultats d'une analyse discursive prenant en compte l'entour du discours et le contexte d'énonciation, elle pointe la prégnance d'une quête de légitimation et d'aseptisation des discours institutionnels. Choisie pour l'intérêt qu'elle accorde à la force de la parole, à la capacité à entraîner l'adhésion et pour sa portée critique, l'analyse de discours montre ici une possible banalisation de la notion par déperdition de son potentiel créatif, à l'instar de ce que fut le discours sur le développement durable ou la Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE). Cette similitude avec les discours managériaux sur la RSE qui se traduit par l'utilisation des registres à la fois normatifs et empiriques, montre bien la tension à l'œuvre entre le discours d'émancipation et le discours d'institution.

Convier des étudiants de Master à saisir les imaginaires émergents, au-delà des représentations communes, sur des thématiques comme le « circuit court » ou « l'innovation ordinaire », fut l'objectif d'un collectif d'universitaires et d'acteurs culturels et territoriaux grenoblois. Dans leur contribution **Fabienne Martin-Juchat** et **Thierry Ménessier**, rendent compte du dispositif développé dans le cadre de cette étude. Intitulé l'atelier de l'imaginaire, ce dispositif propose une méthode atypique pour développer l'esprit d'innovation et le passage à l'action puisqu'il s'agit de stimuler le faire et de l'éprouver ensemble. Ce projet original de renouveler le réservoir des imaginaires qui s'enracinent dans le fond commun des inconscients collectifs, passe également par la refonte des modèles de la participation et de la formation citoyenne. Conçu à partir des acquis théoriques des courants phénoménologiques et de la pragmatique, l'atelier de l'imaginaire est une ingénieuse machine à explorer le « faire ensemble ». En sortant les étudiants du cadre pédagogique habituel, cette expérience a également permis d'interroger les participants dans leur besoin de réassurance en situation d'autonomie encadrée.

Olivier Dupont nous fait partager la recherche action qu'il mène depuis huit ans dans un Institut Universitaire Technologique (IUT) autour de la question de la construction communautaire étudiante. Au terme de sa troisième phase, la recherche action devient peu à peu existentielle en pensant la complexité humaine. En vue de faire monde commun, il s'agit de chercher à réactualiser le schème universel de l'université tout en enclenchant une appropriation destinée à évoluer d'un « moi étudiant » vers un « Nous tous ». Pour cette équipe de recherche engagée dans une rénovation démocratique, la constitution de cette communauté étudiante passera par l'inscription de l'universalité par l'action, dans le « ici et maintenant de cette communauté ». Pour finir, l'auteur dégage trois principes communicationnels à appliquer pour appuyer la culture du bien commun : un principe phatique de maintien des liens, un principe de médiation altruiste et un principe d'aménité.

Faut-il voir dans la notion de médiation culturelle seulement l'inévitable vision aseptisée de la médiation en tant que régulation, harmonisation, résolution des conflits ? Dans une posture de quasi résistance, **Christine Servais** développe une conception critique de la médiation se référant à un modèle fondé sur la mise en lien entre l'expérience esthétique et la possibilité d'une communauté. L'auteure

questionne le rapport entre esthétique et politique sans évacuer ni la conflictualité du monde social, ni la dimension politique de la médiation. Toute la démonstration de l'article est basée sur une conception paradoxale de la médiation où le malentendu est une condition de l'entente et non un simple accident. Plaidant pour le caractère incertain et contradictoire contenu dans le tiers collectif, Christine Servais en appelle à l'expérience d'un « nous » capable d'orienter vers un monde commun. Un « nous » consistant et habité qui oblige envers autrui, délaissant de fait un cadre préconstruit au profit d'une structure dynamique. Ici, il s'agit de restituer au récepteur sa capacité de jugement, autoriser la possibilité de la faille, favoriser un monde sensible qui nous tient ensemble.

Pour **Gwenolé Fortin** « faire monde commun », c'est construire par le débat un monde qui se dit, et non un monde déjà là. L'auteur, en prenant appui sur les interactions conflictuelles médiatiques de type débat télévisé, entend rompre avec une linguistique structurale interne pour s'engager sur la voie d'une sociolinguistique de l'action. Avec l'émission « On n'est pas couché », il illustre cette construction des identités, en situation de conflit, par la nécessité des interactants de « se dire eux-mêmes en s'opposant ». Cette finalité communicationnelle montre comment les interactions langagières au sein du contrat médiatique procèdent d'une dynamique de négociation identitaire et d'un processus de co-construction de sens. Le véritable enjeu de la confrontation réside alors dans la volonté réciproque de valider la cohérence d'une certaine image de soi et/ou présentation de soi.

La recherche qui suit fait preuve d'une sensibilité propre à saisir une ontologie qui fait consister le commun dans l'être social. En mobilisant le concept de *vita activa* de Hannah Arendt, **Alain Bouldoires** et **Christine Larrazet** interrogent les conditions d'expression publique susceptibles de faire du citoyen un acteur du monde commun. A partir des résultats d'une enquête, la « Caravane des médias d'initiative populaire », centrée sur la prise de parole citoyenne au moyen d'espaces de communication et de délibérations sur internet (webTV, webradio, webmagazine), les auteurs montrent que l'espace numérique apparaît comme un commun que chacun peut investir sans intermédiaire. Ces « médias-acteurs de proximité » qui ont su se saisir d'internet pour créer un média, créent aussi du commun grâce à un travail expressif ordinaire et une incarnation de la citoyenneté. De cette forme d'énonciation

collective et singulière, il ressort que c'est l'invention d'un commun au travers de soi qui nous est donnée à voir.

Pour **Myriam Bahuaud** et **Agnès Pecolo**, le concept de flash mob en tant que phénomène de rassemblement éclair dans un lieu public, reposant sur une action concertée et organisée au moyen d'Internet, ouvre la voie d'une nouvelle forme d'engagement motivée par l'opportunité de « faire ensemble » et « d'exister ensemble ». Les flash mobs sont un mode d'expression que les associations utilisent pour soutenir une cause, les fans pour rendre un hommage, les marques pour faire participer leurs consommateurs et les organisations pour motiver leurs troupes. Les auteures montrent, grâce à une enquête par questionnaire et l'analyse d'un corpus d'articles de presse, comment ce « vécu commun » qui vise à réenchanter le monde prend forme dans des démonstrations intempestives incitant au partage émotionnel. En somme, ces dispositifs communicationnels poseraient une intensité émotionnelle avant d'être informationnelle. « Se rassembler sans se ressembler tout en faisant corps commun » résume parfaitement toute la complexité contenue dans ce mouvement contemporain. L'investissement conjugué des espaces virtuels et des places publiques, le passage d'un espace virtuel mondial à un territoire physique, le basculement d'un statut *on line* à un statut *on foot*, la métamorphose de fan virtuel en participant réel, au fond c'est comme si tout se jouait dans l'hybridation des concepts, le télescopage des échelles d'action, la synchronisation des performances et la transfiguration du réel.

Pour **Rachel Brahy** et **Véronique Servais**, le commun se vit comme une expérience sensorielle corporelle. Partant d'un terrain ethnographique réalisé auprès de comédiens du Conservatoire royal de Liège, les auteures nous montrent comment au sein d'un dispositif théâtral, les corps se préparent à l'engagement intentionnel et relationnel pour faire émerger du commun. En somme, le cours des pratiques se déploie entre une pression régulatrice externe (la programmation d'un lâcher prise) et une pression régulatrice interne (l'ajustement à l'autre). Dans un état préréflexif, le sujet se « laisse faire » pour mieux « faire faire » l'être ensemble. En se laissant volontairement guider par le cadre, l'environnement humain, les entours de l'action en cours, les corps en mouvement se frôlent, s'échoient, se synchronisent jusqu'à ne plus faire qu'un ; « parce que c'était lui, parce que c'était moi » dirait Montaigne. Cette réciprocité des enjeux de confiance qui engage vis-à-

vis d'un tiers s'exprime dans un faire corps avec soi et avec l'autre. Un jeu conduisant à tisser ensemble action collective et vie individuelle.

À partir d'un double cadrage théorique autour des « *commons* » et de « la communication engageante », une équipe de chercheurs de l'Université Aix Marseille a adossé un programme de recherche-action à une campagne de communication baptisée "Nageons propre". Cette campagne d'action et d'utilité publique et sociétale (CAUPS) vise à sensibiliser les publics à des gestes sanitaires et d'hygiène dans les piscines municipales de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix. **Céline Pascual Espuny, Audrey Bonjour, Séverine Halimi-Falkowicz, Lionel Souchet et Lionel Rodrigues** ont montré comment des situations de communication ordinaires et quotidiennes peuvent être enrichies, dès lors qu'un objectif de changements en actes est choisi. De ce projet scientifique dont l'objectif principal est la compréhension des ressorts d'une communication de développement durable, la communication engageante apparaît clairement comme mode d'action pour faire monde commun.

Rédiger un texte à plusieurs et en mode synchrone grâce à un outil collaboratif en ligne est le résultat d'un processus de co-production d'un objet communicationnel commun. **Isabelle Cailleau** ouvre pour nous la boîte noire du processus d'émergence d'un commun tiré de la pratique d'écriture collaborative synchrone d'une association réalisant ses comptes rendus de réunion en temps réel et à plusieurs. Grâce à l'approche transactionnelle de Dewey, l'auteure nous permet de saisir la dynamique d'écriture mais également relationnelle qui s'exprime au sein de ces dispositifs numériques de participation. L'accès à l'historique de l'écriture des comptes rendus ou au *chat* montre que ces dispositifs sont aussi des lieux d'échanges et de négociation. Dans un autre contexte, l'œuvre numérique d'écriture collaborative ouvre des pistes intéressantes pour une évolution de l'action publique vers une gouvernance contributive.

Économie collaborative ou consommation collaborative ? Dans leur contribution **Thibault Philippette, Anne-Sophie Collard et Annabelle Klein** nous proposent un état des lieux des plateformes technologiques de partage (*Peerby, Kickstarter, Couchsurfing, Blablacar, Khan Academy*). De ce web social qui constitue le moteur des nouvelles formes d'économies alternatives, émergent des échanges

de biens et de services entre personnes et des discours qui se construisent autour de l'idée du bonheur collectif. Cette approche discursive donne l'occasion de croiser des notions intéressantes comme la confiance, la ludicisation ou la *gamification*, l'occultation des objectifs de rentabilité des plateformes. Mais en pointant le caractère béhavioriste des composantes technologique et communautaire de ces plateformes collaboratives, les auteurs remettent en question ce qui, finalement, ne constitue qu'un prétexte à la mise en réseau des individus. Peu engageante, cette nouvelle forme de sociabilité, contribue néanmoins au renforcement des liens qui se cristallisent dans la mise en valeur d'intérêts et d'objectifs communs.

Conclusion

Ce dossier se défend de toute forme d'absolutisme du commun. Chacun avait carte blanche pour entrer en résonance avec le commun. Au terme de cette recherche, est apparue la complexité des relations qui sont en jeu dans les pratiques communicationnelles du commun. En ravivant la logique de l'expérimentation, on a vu émerger un commun lové dans une forme d'invisibilité de la dimension communicationnelle. Tout au long de ces douze articles, dans leur hétérogénéité, leurs variations (objet, contexte), s'est ouvert un champ des possibles après ce qui pouvait être considéré, par les représentations classiques du commun, comme une clôture définitive. La richesse du dossier tient dans sa finalité anthropologique. Autrement dit, nous renvoyons à une pratique communicationnelle qui s'articule sur une manière collective de faire, de sentir et de penser le commun. Il ne s'agit pas de dire ce qui est commun, mais ce qui est pris en charge par une « culture en acte » (Winkin, 1996) qui se traduit par une activité de mise en mots, de mise en signes, de mise en mouvement et de mise en œuvre du commun.

Ce numéro est une première étape dans l'examen scientifique d'un phénomène qui fait l'objet de cristallisations, mais qui est encore très peu pris en compte en Sciences de l'Information et de la Communication. Pour autant, nous n'oublions pas les multiples initiatives qui se mettent en place sur les territoires, les publications, collectifs et débats d'idées¹ liés au mouvement des communs. Parmi elles, nous retenons l'existence

1 Organisée dans le monde entier, le 26 janvier 2017, la deuxième édition de la « Nuit des idées » avait pour thème « Un monde commun ».

de : l'association Vecam¹, un portail des Communs², les assemblées des Communs et chambres des Communs, la plateforme Remix The Commons³, la plateforme d'un quartier bruxellois innovant⁴, un blog francophone⁵, un blog sur la plateforme du journal Le Monde⁶, un projet de Radio des Communs⁷ et du dernier né, joliment baptisé Les Communs d'abord !⁸ À partager sans modération !

Références

- Bollier D. (2014). *La Renaissance des communs. Pour une société de coopération et de partage*, préf. H. Le Crosnier. Paris : Éditions Charles Léopold Mayer.
- Coriat, B. (2015) (dir.). *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*. Paris : Les Liens qui libèrent.
- Dardot, P., & Laval C. (2014). *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*. Paris : La découverte.
- Hessel, S. (2010). *Indignez-vous !* Barcelone : Indigène éditions.
- Le Crosnier, H. (2015). *En communs. Une introduction aux communs de la connaissance*. Caen : C&F éditions.
- Nicolas-Le Strat, P. (2016). *Le travail du commun*. Saint Germain sur Ille : Editions du Commun.
- Ostrom, E. (2010). *Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles* (Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action, 1990), révision scientifique de Laurent Baechler. Bruxelles : De Boeck.
- Revel, J., & Negri, A. (2007). « Inventer le commun des hommes », *Multitudes*, 31, p. 5-10.
- Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil.
- Tirole J. (2014), *Économie du bien commun*. Paris : PUF, Hors Collection.
- Winkin, Y. (2003). *La communication n'est pas une marchandise. Résister à l'agenda de Bologne*. Bruxelles : Éd. Labor/Éd. Espace de Libertés, coll. Liberté j'écris ton nom.
- Winkin, Y. (1996). *Anthropologie de la communication : de la théorie au terrain*. Bruxelles : De Boeck-Westnael, Coll. Culture et communication.

1 <http://vecam.org/>

2 <http://semeoz.info/perspective/le-portail-des-communs/>

3 http://wiki.remixthecommons.org/index.php?title=Remix_The_Commons

4 http://wiki.lescommuns.org/wiki/COMMONS_JOSAPHAT

5 <http://blogfr.p2pfoundation.net/>

6 <http://www.lemonde.fr/chronique-des-communs/>

7 <https://ensemble.libre-a-toi.org/>

8 <http://www.les-communs-dabord.org/>